

Autorisation Environnementale

Réponse à la demande de compléments n°1

COMMUNE DE SAULCHERY

MAITRE D'OUVRAGE

127 route Nationale
02 310 SAULCHERY



Pôle Etudes
Maison des Agriculteurs
2 rue Léon Patoux - CS 50001
51 664 Reims Cedex

Travaux d'aménagement hydraulique

du vignoble de SAULCHERY



VERSION 1 – Septembre 2019

DOSSIER DRIEE d'Ile de France - réf. 02-2019-00026 - Ce dossier répond à la demande de compléments de la DRIEE d'Ile de France – service Police de l'Eau, cellule Police de l'Eau territoriale, Pôle Champagne - datée du 23 juillet 2019, et portant sur le dossier d'Autorisation Environnementale initialement déposé par la commune de SAULCHERY (02) début avril 2019. Le projet est lié à l'aménagement hydroviticole du territoire communal et concerne notamment la création de plusieurs bassins d'écêtement et de décantation des eaux.

Le dossier est présenté sous forme de réponse aux remarques de la DRIEE d'Ile de France reprises point par point en encadré.

Remarque préalable sur le permis d'aménager au titre de l'article R.421-19 (k) du Code de l'Urbanisme.

L'emprise des affouillements et exhaussements de sol d'une profondeur/hauteur de plus de 2 m du projet d'aménagements hydroviticols est de 9 894 m² (bassins hydrauliques A, D, E, G et J pour un total de 0,9894 ha), soit inférieure à la valeur de 2 ha de l'article cité précédemment. Voir **ANNEXES 1.1 – 1.2 – 1.3 et 1.4** avec la légende suivante :

- En rouge les remblais toujours inférieurs à 2 m ;
- En jaune les déblais ;
- La ligne fermée en bleu délimite la zone de terrassement supérieure à 2 m, soit en jaune clair de 2 à 4 m et en jaune plus foncé supérieure à 4 m.

A ce titre, le projet n'est pas soumis à la procédure de permis d'aménager, mais à une **déclaration préalable** au titre de l'article R.421-23 (f) du Code de l'Urbanisme : affouillements et exhaussements de sol d'une profondeur/hauteur de plus de 2 m et portant sur une emprise supérieure ou égale à 100 m².

Cette déclaration préalable sera déposée en mairie de Saulchery et instruite par la Communauté d'Agglomération de Château-Thierry.

Les mesures d'accompagnement du projet sont les suivantes :

- Protection du bâti à titre personnel, ce qui engendre des coûts pour la population sans être toujours réalisable et pleinement efficaces (manque de place sur l'espace privé/public, de moyens, etc.) ;
- Enherbement du coteau, ayant déjà connu une évolution significative depuis 2004. Cette action ne permet néanmoins pas de traiter les eaux provenant de précipitations intenses ;
- Limitation des longueurs de rang de vigne sur le coteau, ce qui a également évolué au fil des années (**ANNEXE 2 – voir paragraphe 2. Hydraulique douce et enherbement**). Comme l'action précédente, elle ne permet pas de traiter les eaux provenant de précipitations intenses.

Contrairement au précédent projet, le projet actuel minimise l'augmentation de la surface imperméabilisée (aménagement de chemins béton), ce qui favorisait la vitesse de l'écoulement (impact négatif).

Ce projet se veut être un compromis entre l'efficacité des aménagements et l'absence d'impacts ou l'évitement, la réduction ou la compensation des impacts sur l'environnement.

1. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

*« Il est indiqué dans le dossier que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale au titre de l'annexe de l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement, notamment par rapport aux catégories de projets 16°, 21° et 47°. **Il est toutefois nécessaire de préciser la superficie du terrain d'assiette des aménagements pour déterminer la situation du projet au regard de la rubrique « 39° Travaux, constructions et opérations d'aménagement », et savoir si le projet doit être soumis à examen au cas par cas. »***

Le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale au titre de l'alinéa 39° de l'annexe de cet article ; le guide de lecture de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement (Commissariat général au développement durable – Août 2019) indique que la notion d'« opération d'aménagement » porte sur les travaux soumis à autorisation de type permis de construire ou permis d'aménager. Or, selon la justification apportée lors de la remarque en introduction de ce dossier de réponse, le projet n'est pas soumis à autorisation au titre du Code de l'Urbanisme (permis d'aménager), mais à simple déclaration. De plus, le terrain d'assiette du projet est bien inférieur à la surface seuil de 5 ha pour prétendre à être un projet soumis au cas par cas, car mesuré à 3,2837 ha.

2. HYDRAULIQUE DOUCE ET ENHERBEMENT

*« Le dossier traite le volet de l'hydraulique douce par des généralités sans réelles propositions concrètes pour le territoire de Saulchery. La rédaction du paragraphe sur l'enherbement porte à confusion. Dans le cas d'un enherbement temporaire, il n'y a pas de couverture végétale entre le printemps et la période des vendanges. **Il est donc important d'encourager l'enherbement permanent afin d'avoir un sol végétalisé durant la période la plus propice aux phénomènes orageux. Le dossier doit préciser les actions mises en place au niveau de la commune de Saulchery pour favoriser et suivre le développement de l'enherbement. »***

La commune collectera auprès du Comité Champagne les taux d'enherbement à chaque passage satellite pour la télédétection du couvert végétal au sein du vignoble, afin de suivre son évolution et agir en conséquence sur les secteurs trop pauvres en couverture végétale. Alors qu'il s'agit de parcelles privées sur lesquelles la commune n'a pas de pouvoir en tant que tel, elle développe plusieurs outils pour promouvoir les actions de l'enherbement, et notamment :

- Dans le périmètre de protection éloignée du captage de Charly sur Marne, l'instauration de MAE (Mesures Agro Environnementales) avec un engagement des viticulteurs sur 5 ans visant à contrer l'impact cultural sur la qualité des eaux ;
- Les actions de l'USESA (Union des Syndicats des Eaux du Sud de l'Aisne), qui gère ce même captage et qui a engagé jusque là environ 1 ha dans l'enherbement du vignoble ;
- A partir du début des travaux, l'organisation d'une réunion annuelle avec l'aide des techniciens de la Chambre d'Agriculture, du CIVC et du SGV, pour informer les viticulteurs du suivi des travaux, de l'évolution, des résultats et des bénéfices de la modification des techniques culturales, de la création de coupures de rang et de la mise en place de techniques végétales denses pour les aménagements hydroviticols, des exemples concrets et des tests matériels sur le terrain à organiser.

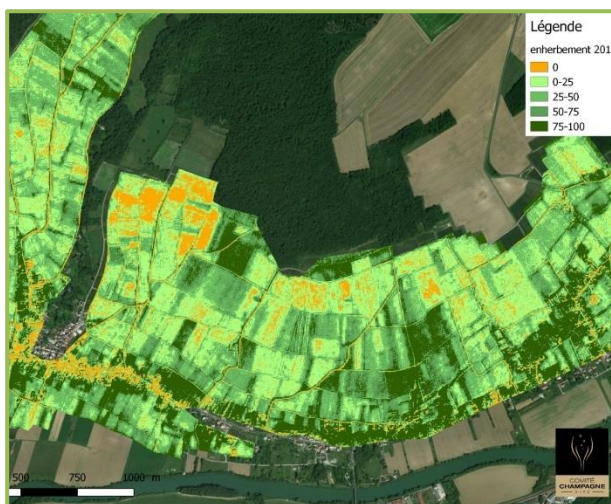
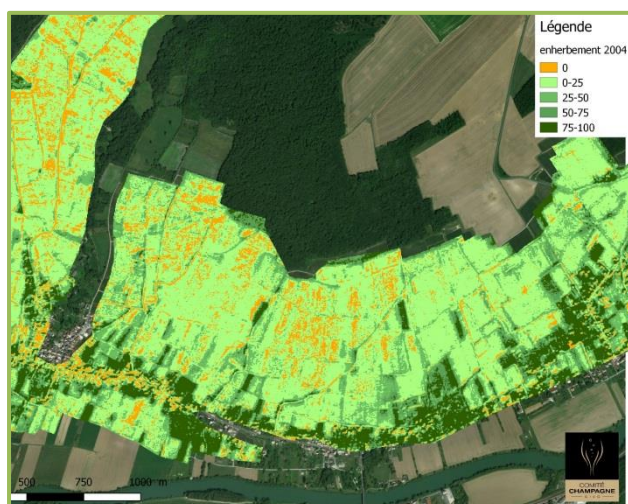
« Il est fait référence à la mise en œuvre de haies soutenues par le GEDV et le CIVC, mais sans lister précisément celles qui auraient été mises en place sur la commune de Saulchery. **Par conséquent, il convient de préciser si des actions de plantation de haies ont été initiées à Saulchery ainsi qu'un suivi du développement des haies.** »

Depuis l'étude d'aménagement à la parcelle par le cabinet CHOLLET en 2011, il existe une évolution nette de la création et de la végétalisation des coupures de rang et des tournières dans le vignoble, mais il a aussi été développé des haies (plan en **ANNEXE 2** – Carte des aménagements végétaux existants). Cette carte reste un guide de lecture et d'outil d'aide à la décision pour la commune de Saulchery, en vue de ralentir les écoulements sur le coteau viticole, de favoriser l'infiltration des eaux et de garantir un bon fonctionnement des futurs ouvrages hydroviticols (rétention des sédiments sur le coteau) et est appelée à évoluer au fil du temps.

« Vous indiquez les évolutions du pourcentage de l'enherbement entre 2004 et 2015 pour la Marne, pour la commune de Saulchery et pour la zone AOC Champagne. **Les données de la télédétection réalisée en 2018 pourraient utilement être ajoutées.** Pour les données de la Marne, est-il fait référence à la vallée de la Marne ou au département de la Marne ? Si c'est le département, il serait également utile d'indiquer les données du département de l'Aisne. »

Depuis 2004, la végétalisation du vignoble de Saulchery a sensiblement augmenté avec un pourcentage passant de 28 % à 46 % en 2018 (*source : Comité Champagne*) avec notamment une évolution de la couverture au sol de la partie amont du vignoble.

DEPARTEMENT	Enherbement 2004	Enherbement 2015	Enherbement 2018
Marne (51)	18 %	31 %	38 %
Aube (10)	27 %	25 %	21 %
Aisne (02)	25 %	37 %	47 %
SAULCHERY	28 %	42 %	46 %
Champagne	22 %	31 %	35 %





Source : Evolution de l'enherbement dans l'espace viticole (SAULCHERY 2004, 2015 et 2018) - Comité Champagne

« Remarque : il existe, entre les limites communales de Saulchery et Charly sur Marne, un site dit « bassin du Ruvet » pour lequel une convention de gestion a été signée avec le CEN de Picardie. »

Renseignement pris auprès du Conservatoire des Espaces Naturels, les zones concernées par la convention de gestion sont situées à l'amont du vignoble de Saulchery ; l'impact des aménagements hydroviticols en général et du bassin hydraulique J en particulier sur ces zones est donc nul.

3. CONCEPTION DES BASSINS DE REGULATION

« Les surfosses améliorent la décantation et le traitement puisqu'elles évitent la formation d'un cône de sédimentation à l'entrée des bassins et limitent la remise en suspension des matières lors des événements pluvieux suivants. Elles permettent également de diminuer les coûts d'entretien en limitant le curage préférentiel à cette zone. Pour les bassins à plusieurs compartiments, elles doivent être prévues à l'entrée du premier compartiment.

*Tel que le document est rédigé, le phénomène de phyto-remédiation est relié au maintien d'une lame d'eau de 50 cm dans les bassins. Or, la phyto-remédiation correspond à l'action épuratrice des plantes aquatiques mises en place dans les bassins. C'est une action complémentaire et distincte de la photo-remédiation qui en l'occurrence est obtenue par le maintien d'une lame d'eau minimale de 50 cm (épuration par phénomène d'hydrolyse). **La question est donc de savoir si des plantations seront mises en place dans les bassins.** »*

« Tel que le rapport est rédigé, il y a une ambiguïté sur le type de bassins qui sera muni d'une lame d'eau de 50 cm. Cette fonctionnalité doit être mise en place au niveau des bassins à un seul compartiment, en prévoyant toutefois la possibilité d'une vidange complète du bassin pour son entretien, ou sur le deuxième compartiment des bassins à plusieurs compartiments. Dans ce dernier cas, il ne doit pas y avoir de lame d'eau minimale dans le premier compartiment. »

Le projet prévoit une fosse de décantation dans chaque premier compartiment recevant les eaux extérieures au bassin. Tous les seconds compartiments (ou les uniques compartiments) comprendront une lame d'eau de 50 cm en permanence, permettant la pousse spontanée d'une végétation hygrophile (aucune plantation ne sera entreprise). Ainsi, en plus du phénomène de photo-remédiation, le projet permettra également une action de phyto-remédiation.

Ce fonctionnement est le même pour tous les bassins, sauf pour le bassin C, déjà existant en tant que fossé et qui n'est pas modifié. Pour le bassin A, qui dispose d'un système de compartiments complexes avec plusieurs entrées, une fosse de décantation existera dans le compartiment amont (n°1), mais aussi dans le 3^{ème} qui reçoit les eaux du bassin D. Les 2^{ème} et 4^{ème} compartiment seront configurés pour avoir une lame d'eau de 50 cm.

Un exemple est donné en **ANNEXE 3** « Plan d'ensemble » pour le bassin J avec une coupe pour le fonctionnement type : premier compartiment avec une fosse de décantation (-1 m), second compartiment avec une lame d'eau de 50 cm maintenue par une vanne guillotine (« vanne murale » sur le plan), qu'il sera possible d'ouvrir pour vider entièrement le bassin.

« Des précisions sont à apporter sur le mode de fonctionnement et la conception des bassins dimensionnés sur une pluie de retour 1 an et équipés d'un jutage spécifique de type vortex [...] L'objectif est d'améliorer l'efficacité des bassins pour les petites pluies tout en assurant l'évacuation des eaux en cas de pluie de projet ou lors de la mise en charge des bassins. »

Les volumes pour la pluie de 1 an sont uniquement gérés dans les bassins A, D, E, G et J.

La coupe type du bassin J en **ANNEXE 3** « Plan d'ensemble » indique la mise en place d'un ajutage par vortex pour une pluie allant jusqu'à la récurrence 1 an, en plus d'un ajutage pour la pluie de projet (récurrence de 10 ou 100 ans selon les bassins). Les données de volume, débit de fuite et temps de vidange sont transmises à jour dans le tableau ci-après :

BASSIN	Capacité volume d'eau en m ³			Surface drainée en ha	Pluies jusqu'à la récurrence 1 an		Pluies supérieures à la récurrence 1 an		Exutoire
	1 an	10 ans	100 ans		Débit de fuite en l/s	Durée de vidange en h	Débit de fuite en l/s	Durée de vidange en h	
A	2 149		5 874	26	12 10 4	24 24 18	525	3	Bassin B
B	-	310		3,6	-	-	40	2	Rivière MARNE
C	-	310		3,6	-	-	40	2	Rivière MARNE

BASSIN	Capacité volume d'eau en m ³			Surface drainée en ha	Pluies jusqu'à la récurrence 1 an		Pluies supérieures à la récurrence 1 an		Exutoire
	1 an	10 ans	100 ans		Débit de fuite en l/s	Durée de vidange en h	Débit de fuite en l/s	Durée de vidange en h	
D	570		1 566	7	7	23	140	3	Bassin A
E	652		1 790	8	8	23	160	3	Bassin F
F	-	216		1,6	-	-	2,5	24	Rivière MARNE
G	1 171		3 133	14	13	25	280	3	Bassin H
H	-	1 377		15,5	-	-	150	3	Rivière MARNE
J	2 967		8 525	38,1	26 10	24 21	762	3	Ruisseau du Ruvet

Source : Volumes et débits de fuite des bassins de rétention - CEREG – Février 2019

« Le déversoir de crue, dimensionné pour une pluie de récurrence centennale est mis en œuvre pour ne pas fragiliser les digues des ouvrages en cas d'évènements pluvieux supérieurs à la pluie de projet retenue pour le dimensionnement et afin de limiter les dégâts en orientant les eaux vers des zones à risques ou impacts limités. Toutefois, certains bassins (A, D, E, G et J) ont été dimensionnés pour des pluies centennales. Dans ce cas, comment la conception de l'ouvrage a-t-elle été envisagée ? Y a-t-il un déversoir avec un dimensionnement supérieur à l'évènement centennal ? »

Les déversoirs de crue dimensionnés sur la pluie de récurrence centennale servent bien à protéger la digue des bassins, et ils sont placés de manière que les eaux débordent sur les chemins, tel un écoulement naturel. Pour les bassins A, D, E, G et J, la surverse sera également dimensionnée selon une pluie de récurrence centennale : le bassin sera mis en défaut, et le débit sortant correspondra au débit entrant (fonctionnement en by-pass).

« Il apparaît dans le dossier plusieurs valeurs de débit de fuite pour le bassin F. Cette valeur est donc à préciser. »

Le débit de fuite pour le bassin F est de 2,5 l/s, comme indiqué sur le tableau mis à jour ci-avant.

4. EXUTOIRES DES BASSINS B, C, F, H DANS LA RIVIERE MARNE ET DU BASSIN J DANS LE RU DU RUVET

« Il convient :

- D'ajouter des profils en travers du ru du Ruvet, avant et après aménagement, au droit de l'exutoire du bassin J et de vérifier le maintien de la section d'écoulement ;
- De préciser la nature de la ripisylve (composition, abondance) de la Marne et du ru du Ruvet au droit des exutoires des différents bassins ;
- De préciser les dispositifs de maintien des berges au droit des exutoires ;
- D'indiquer le linéaire de cours d'eau impacté par chacun des exutoires et les mesures correctives associées. »

Le profil en travers du ruisseau du Ruvet au droit de l'exutoire du bassin J est indiqué en **ANNEXE 4**. Le profil en travers du Ruvet ne sera pas modifié, de sorte qu'il n'y aura pas de différence avant et après installation de la buse de fuite du bassin J ; les travaux d'installation de la buse rejetant dans le Ruvet nécessiteront un terrassement qui sera limité au strict minimum et l'entreprise chargée des travaux remettra la berge du Ruvet dans l'état originel, avec revégétalisation spontanée. Le fil d'eau de la canalisation étant située 0,76 m au-dessus du fil d'eau du Ruvet (Fe Ruvet 76,20 m – Fe canalisation 76,96 m), elle ne gênera pas la section d'écoulement du ruisseau du Ruvet. Afin de ne pas favoriser l'érosion, une tête d'aqueduc sera installée à l'exutoire du débit de fuite, qui sera limité par apport à l'existant, du fait de la régulation des écoulements et de l'écrêtement dans le bassin de rétention J.

Les impacts de cet aménagement sur le ruisseau du Ruvet sont une moindre sédimentation par rapport à ce qui existe aujourd'hui, c'est-à-dire d'importants dépôts dans le lit du cours d'eau et à la confluence avec la Marne. Le ruisseau recevra, lors des événements pluvieux importants, moins d'éléments grossiers provenant du vignoble (sarments, écorces), mais aussi moins de Matières En Suspension (MES) capteurs des polluants, ceux-ci étant bloqués dans le bassin J (fonction de décantation et d'épuration). **Cet impact est défini comme positif pour le libre écoulement des eaux et le traitement de la pollution des eaux.**

La ripisylve au droit du rejet dans le Ruvet est composée d'une végétation herbacée avec du Lierre grimpant et de l'Ortie dioïque, et d'une végétation arborée avec Sureau noir, Charme et une espèce envahissante, le Robinier faux-acacia. Ces espèces ne sont pas protégées. Pour éviter la dispersion du Robinier faux-acacia, l'entreprise chargée des travaux évacuera les terres déblayées des espèces envahissantes en décharge spécialisée.

Le seul exutoire de débit de fuite dans la Marne d'un bassin de régulation impliquant des travaux d'aménagement, est celui du bassin B, car les autres exutoires (C, F et H) existent déjà : aucune intervention n'y aura lieu. Comme pour l'exutoire du bassin J, les travaux d'installation de la buse seront limités au strict minimum et l'entreprise chargée des travaux remettra la berge de la Marne dans l'état originel. La ripisylve est constituée de végétation arborée avec le Frêne commun et l'Aulne glutineux, et de végétation herbacée avec l'Ortie dioïque, ainsi que, sur les berges, l'Epilobe lancéolé, le Jonc diffus et l'Iris des marais. Ces espèces ne sont pas protégées. Le terrassement nécessaire à la mise en place de l'exutoire dans la Marne sera limité au strict minimum et la berge sera restituée à l'identique, avec une revégétalisation spontanée.

En cas d'affouillement observé autour de la buse d'exutoire des bassins B et J, et à la suite des travaux, un aménagement de berge de type fascine (génie végétal) sera réalisé : confortement de la berge par un tressage de végétaux (saule par exemple).

5. RUISSEAU DU RUVET

*« Comme indiqué au dossier, il n'y aura finalement pas d'intervention sur le ruisseau du Ruvet en dehors de l'entretien courant relevant de l'article L.215-14 du Code de l'Environnement. **Ce point doit être clairement précisé au paragraphe 1.4.1.** »*

Le paragraphe 1.4.1 traite de la morphodynamique du cours d'eau du Ruvet. Les travaux ne comprendront effectivement pas de lourds travaux de type curage ou modification de berges sur le cours d'eau, en dehors de l'entretien courant relevant de l'article L.215-14 du Code de l'Environnement.

« Données quantitatives : il n'existe pas de données de débit sur le ruisseau du Ruvet, il conviendrait toutefois d'étudier si une estimation des débits caractéristiques est possible, par extrapolation et comparaison avec les débits de cours d'eau dont la forme et la surface du bassin versant sont similaires (cela permettrait d'apprécier l'impact quantitatif du projet sur le ruisseau du Ruvet). »

Le bassin-versant du Ruvet à son exutoire a une surface de 5,77 km², soit 577 ha, duquel on extrait la surface gérée par le bassin hydraulique J (38 ha). Le temps de concentration est estimé à 87 mn (moyenne obtenue entre les formules de Kirpich, Passini, la Durée Caractéristique de Crue et Ventura), soit 1h27.

Pour estimer les débits, la formule rationnelle est utilisée, avec :

- La pondération du coefficient de ruissellement selon l'occupation du sol du bassin-versant, soit environ 64 % de terres agricoles, de pâtures et de vignes, et 36 % d'espaces boisés et semi-naturels ;
- L'intensité de la pluie utilisée selon le temps de concentration du bassin-versant et selon les coefficients de Montana utilisés par CEREG lors des calculs de dimensionnement hydraulique. On peut estimer une pluie homogène sur un bassin-versant aussi petit, le calcul des débits se fera donc selon le temps de concentration.

On obtient ainsi les débits théoriques suivants (selon une période de retour donnée) :

- $Q_{1 \text{ ans}} = 1,77 \text{ m}^3/\text{s}$;
- $Q_{10 \text{ ans}} = 4,34 \text{ m}^3/\text{s}$;
- $Q_{100 \text{ ans}} = 7,44 \text{ m}^3/\text{s}$.

En crue centennale, le rejet du débit de fuite du bassin J (0,76 m³/s) dans le ruisseau du Ruvet correspondra à 10 % du débit du cours d'eau (7,44 m³/s). En récurrence 1 an, les compartiments du bassin rejeteront à eux deux un débit de 36 l/s, soit 2 % du débit du cours d'eau (1,77 m³/s). Ces débits de rejet sont relativement faibles, d'autant plus qu'ils seront différés dans le temps par rapport à l'épisode pluviométrique, et qu'ils atteindront ces valeurs maximales quand le bassin sera plein.

« Il n'y a pas d'analyses comparatives des débits de fuite cumulés des bassins avec les débits caractéristiques de la rivière Marne, ce qui ne permet pas d'apprécier l'absence d'impact quantitatif du projet sur les eaux superficielles. »

Les rejets des débits de fuite des bassins dans la Marne sont les suivants :

BASSIN	Débit de fuite maximal en m ³ /s	Par rapport au débit moyen mensuel le plus fort (Janvier = 160 m ³ /s)	Par rapport au débit moyen mensuel le plus faible (Juin = 43,6 m ³ /s)	Par rapport au débit moyen mensuel d'étiage sur 5 ans (QMNA ₅ de 23 m ³ /s)
B	0,040	0,03 %	0,09 %	0,17 %
C	0,040	0,03 %	0,09 %	0,17 %
F	0,0025	0,002 %	0,006 %	0,01 %
H	0,150	0,09 %	0,34 %	0,65 %
TOTAL	0,2325	0,15 %	0,53 %	1,01 %

Ces débits de rejet, pour un total de 1 % du QMNA₅ de la Marne, restent extrêmement faibles, d'autant plus que, s'il existe un évènement pluviométrique de l'ordre de la récurrence centennale pendant un étiage de la Marne, le reste du bassin-versant contribuera à augmenter son débit, alors que les débits de fuite seront limités par les bassins.

6. VIE PISCICOLE

« Le tableau des résultats d'IPR présente au dossier les résultats de qualité avec l'ancienne classe. **En effet, un arrêté ministériel a modifié ces classes (arrêté du 27/07/2018 modifiant l'arrêté du 25/01/2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R 212-11 et R.212-18 du Code de l'Environnement).** »

Le tableau a été repris ci-après en indiquant les nouvelles classes de qualité issues de la circulaire du 28 Août 2018 (aucune donnée plus récente n'a été trouvée) :

Année de mesure	Qualité de la rivière MARNE et note de l'indice				
	Mauvaise [36 et plus	Médiocre [25 – 36[Moyenne [16 – 25[Bonne [5 – 16[Très bonne [0 – 5[
1995			24,08		
1996		25,60			

Année de mesure	Qualité de la rivière MARNE et note de l'indice				
	Mauvaise [36 et plus	Médiocre [25 – 36[Moyenne [16 – 25[Bonne [5 – 16[Très bonne [0 – 5[
1997		32,53			
1998			20,47		
1999		29,92			
2000		25,81			
2001		27,13			
2002			17,65		
2003			17,77		
2004			19,27		
2005					
2006				10,87	
2007				10,24	
2008					
2009				8,34	
2010					
2011				9,03	
2012					
2013				6,49 (Azy sur Marne)	

Source : Base de Données sur les IPR - Réseau hydrobiologique et piscicole (synthèse des données 1995-2004) - IMAGE (ONEMA)

7. DIRECTIVE Cadre – SAGE - SDAGE

« Il manque la disposition 12 du SDAGE 2010-2015 « protéger les milieux aquatiques des pollutions par le maintien d'une ripisylve naturelle ou la mise en place de zones tampons. »

DEFI 2 – Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques

ORIENTATION 4 – Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques

Disposition 12 - Protéger les milieux aquatiques des pollutions par le maintien de la ripisylve naturelle ou la mise en place de zones tampons

Les travaux d'installation des buses de débit de fuite des bassins J et B sont les seuls qui porteront atteinte à la ripisylve respective du Ruvet et de la Marne (destruction de la végétation).

En compensation, l'entreprise chargée de travaux défrichera la surface uniquement strictement nécessaire aux travaux, et veillera à ne pas porter atteinte à la ripisylve de manière générale. De plus, pour éviter la dispersion du Robinier faux-acacia, présent sur les berges du Ruvet, l'entreprise évacuera les terres déblayées des espèces envahissantes en décharge spécialisée. En fin de chantier, les berges en question seront tassées pour éviter le départ des particules fines dans les cours d'eau lors d'épisodes pluviométriques. La revégétalisation se fera par reprise spontanée.

Les bassins participeront à la réduction de la pollution des cours d'eau, par les phénomènes de décantation, de photo-remédiation et de phyto-remédiation, par effet de piégeage des écoulements transitant par le vignoble et charriant les produits phytosanitaires et autres polluants s'agglomérant autour des sédiments.

8. INCIDENCES DU PROJET EN PHASE TRAVAUX

« Il convient de préciser les modalités de réalisation des travaux et les dispositions spécifiques au projet, les dispositifs retenus pour minimiser les impacts du projet en phase chantier, les modalités de remise en état des sites de travaux, notamment en période de crue pour la zone inondable. »

En complément des paragraphes page 118 du dossier initial d'Autorisation Environnementale et des compléments apportés en avril 2019 :

Dans une démarche environnementale et de valorisation des déchets, avec plan de contrôle pour la traçabilité, l'entreprise chargée des travaux répondra à la trame du SOGED (Schéma d'Organisation de la Gestion et de l'Élimination des Déchets) de chantier. Une démarche QSE (Qualité Sécurité Environnement) est également mise en place sur le chantier afin, notamment, d'anticiper les risques environnementaux, d'observer les éventuels dysfonctionnements intervenant lors du chantier et d'agir en conséquence.

Le chantier interviendra en plusieurs tranches de travaux, par site d'aménagement, de l'aval vers l'amont. Le départ des particules fines dans le milieu naturel (cours d'eau) sera évité en connectant en dernière phase de tranche de travaux les bassins opérationnels (arrivée et départ des eaux).

La zone d'installation de chantier sera à choisir avec l'entreprise en début de travaux. L'assise de la zone sera assurée par la pose d'un géotextile et de GNT dont la granulométrie restera à définir. A la fin des travaux, l'ensemble sera évacué afin de restituer le site dans l'état originel. Tous les résidus et déchets seront évacués en décharge spécialisée par l'Entreprise.

Les travaux de conception comprendront le rebouchage des tranchées de canalisation avec les matériaux en place (pas d'apport externe, ce qui évitera l'apport d'espèces végétales exogènes). Il y aura le moins d'évacuation de terres possible, les déblais servant à remblayer ; seuls les matériaux issus du site seront réutilisés.

Les travaux en zone inondable (lit majeur de la Marne) feront l'objet d'une surveillance particulière ; le site « Vigicrue » sera consulté régulièrement par l'Entreprise chargée des travaux afin de prévoir le repli du matériel avant une montée des eaux, et ainsi éviter toute pollution.

ANNEXES

- **ANNEXE 1.1 – Plan bassin A – nuances de profondeur (CEREG)**
- **ANNEXE 1.2 – Plan bassin D&E – nuances de profondeur (CEREG)**
- **ANNEXE 1.3 – Plan bassin G – nuances de profondeur (CEREG)**
- **ANNEXE 1.4 – Plan bassin J – nuances de profondeur (CEREG)**
- **ANNEXE 2 – Carte des aménagements végétalisés existants (Chambre d'Agriculture 02)**
- **ANNEXE 3 – Plan d'ensemble des aménagements hydroviticole et coupe type du bassin J (CEREG)**
- **ANNEXE 4 – Bassin J, coupe topographique et profil en travers du ru du Ruvet (CEREG)**